



## *Populismes latinos et exception cubaine*

Xavier Dupret

Août 2017

14.400 signes

*Ce texte est paru sous une forme légèrement remaniée  
dans le numéro 100 de la revue Politique, mai 2017, pp.35-38*

*La fascination qu'exerce l'Amérique latine sur la gauche européenne n'est plus à démontrer. Cet intérêt certain, en dépit de manifestations de réelle solidarité avec les luttes locales, n'est pas toujours dénué de distorsions de perspectives.*

D'entrée de jeu, posons, quitte à décevoir, que l'Amérique latine ne constitue que marginalement un théâtre d'expériences anticapitalistes. Les vagues de populisme y occupant le pouvoir d'Etat à intervalles réguliers visent à démocratiser le rapport à la rente agropastorale et/ou extractive (ce qui n'est pas rien!) sans pour autant remettre radicalement en cause le mode de production capitaliste. De ce point de vue, Cuba fait figure d'exception.

### *Populismes*

Le populisme dont il est question fait moins référence aux qualificatifs régulièrement utilisés à des fins polémiques dans les médias qu'aux travaux de Laclau<sup>1</sup>. L'intérêt de ces derniers consiste à démontrer que le populisme, à travers l'appel permanent au peuple contre les oligarchies, vise «à partir d'une variété de demandes sociales insatisfaites, [à former] une

---

<sup>1</sup> *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

«chaîne d'équivalence» qui permet de les unifier en un mouvement et leur donner un débouché politique»<sup>2</sup>.

Les mouvements populistes, en raison précisément d'une absence de fondements idéologiques solides voire même d'une franche aversion au débat d'idées, fonctionnent remarquablement tantôt comme « contre-sociétés » à vocation tribunicienne dans les phases de ressac tantôt comme écuries prêtes à reprendre immédiatement la conduite de l'appareil d'Etat quand la conjoncture leur est davantage favorable. De plus, les mouvements plébéiens en Amérique latine, en tant que «démocraties hégémoniques», se caractérisent par «une dimension anti-institutionnelle en même temps qu'électorale. Ces régimes de pouvoir fort ne cherchent pas à renforcer les institutions [et] assument volontairement la faiblesse des structures étatiques et du parti-mouvement»<sup>3</sup>.

Cette description en dit long sur la distance qui existe entre une transition planifiée vers le socialisme et le fonctionnement concret des gouvernements populistes. Il existe, par ailleurs, un bénéfice à assumer un pouvoir fort dans le cadre d'un Etat faible. La conjonction de ces deux dimensions caractéristiques du phénomène populiste latinoaméricain débouche, en effet, sur la généralisation du clientélisme comme mode de redistribution privilégié de la rente. Comment expliquer, dès lors, la référence au socialisme au Venezuela, en Bolivie et en Equateur ? Des nationalisations sont, certes, intervenues dans ces pays pour sortir de la domination impérialiste. L'absence de planification structurante permettant un transfert organisé des revenus de la rente vers l'industrie empêche, cependant, de parler d'une transition vers le développement et le socialisme. Le concept de planification est également battu en brèche par les zapatistes de l'EZLN au Chiapas. Cette expérience autogestionnaire et indigène reste toutefois marginale au Mexique. Le Chiapas compte 5 millions d'habitants sur 111 millions pour tout le Mexique...

#### *La rente au centre du jeu*

Les politiques sociales du populisme ne s'inscrivent donc que fort peu dans la lignée des visées émancipatrices de la gauche et du socialisme. La raison en revient à la faiblesse du cadre étatique local. Cette dernière s'explique par le modèle productif déséquilibré des économies latinoaméricaines peu industrialisées et structurellement dépendantes des matières premières.

Pourtant, des politiques d'industrialisation ont existé en Amérique latine. Dans les années 1930, la diminution sensible des revenus d'exportation et les sorties de capitaux y ont conduit à la généralisation d'un modèle d'industrialisation par substitution. Une dose importante de protectionnisme était associée à cette stratégie. «La politique économique visait à promouvoir l'industrie nationale (...) naissante et fragile, par des mesures très diverses : taux d'intérêt de

---

<sup>2</sup> J-C. Monod, *La force du populisme: une analyse philosophique* in *Esprit* (2009/1), p.44.

<sup>3</sup> A. Rouquié, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Paris, Seuil, 2016, p.349.

faveur, tarifs des services publics très faibles, avantages fiscaux, protections tarifaires et cambiaires, contrôles des coûts salariaux».<sup>4</sup>

A l'origine, la substitution a trait à des industries légères intensives en travail. La croissance a pour origine le marché intérieur. Cette stratégie a fonctionné car des couches nombreuses de la population quittaient, à l'époque, des zones rurales et accédaient à un emploi salarié en ville.

«La dimension du marché interne augmente à mesure que le processus de substitution des importations se met en place. L'investissement est fortement créateur d'emplois car l'intensité capitaliste des biens produits est faible. Les travailleurs proviennent pour partie de la migration internationale et, pour une part de plus en plus importante, d'une migration interne de la campagne vers les villes. Leur embauche se traduit par un processus de monétarisation dans la mesure où, paysans, ils étaient peu monétarisés. Ce processus est à l'origine d'une demande de biens (...) ouvriers de plus en plus importante»<sup>5</sup>. La dynamique d'accumulation à partir du marché intérieur n'a donc pas eu pour base l'augmentation des salaires réels mais une augmentation du nombre de salariés sortant de zones rurales peu monétarisées.

La montée en gamme dans les productions industrielles va conduire, dans les années 1950 et 1960, à une stratégie de substitution des importations lourdes. L'Etat devient entrepreneur et pallie les déficiences du secteur privé local. Le marché intérieur pour ces productions est, en effet, étroit et l'épargne privée mobilisable sur le marché local des capitaux insuffisante<sup>6</sup>. Dans les grands pays de la région (Argentine, Brésil, Mexique), cette époque est marquée par l'apparition de régimes politiques césaristes (Perón en Argentine, Vargas au Brésil, Cardenas au Mexique).

On rappellera, au passage, que le secteur électronique argentin avait atteint le même niveau que celui de la Corée du Sud au début des années 1970. Ce secteur offrait de nouvelles voies d'insertion de l'Argentine au sein de la division internationale du travail. Mais « à la même époque, des pays d'Asie, comme Taïwan ou la Corée [du Sud], avec des niveaux (...) de qualification de la main d'œuvre inférieurs à l'Argentine, lançaient des programmes de développement de ces secteurs et ont réussi, en quelques décennies, à se positionner au sein du peloton de tête de ces branches (...). L'Argentine a parcouru le chemin inverse»<sup>7</sup>. On pourrait, nonobstant, penser que la substitution des importations lourdes a libéré les nations latinoaméricaines de la dépendance aux exportations primaires. A vrai dire, il n'en est rien.

---

<sup>4</sup> P. Arnaud, *Industrialisation et crise économique : le Brésil et le Mexique, 1970-1982* in *Tiers-Monde*, tome 23, n°91, 1982. p. 670.

<sup>5</sup> P. Salama, *Une croissance tirée par le marché intérieur comme réponse à la crise en Amérique latine : une utopie mobilisatrice?* in *Mondes en développement*, 2/2010 (n° 150), p. 87.

<sup>6</sup> G. Mathias, P. Salama, *L'État surdéveloppé. Des métropoles au Tiers-monde*, Paris, La Découverte, 1983.

<sup>7</sup> A. Ferrer, *Vivir con lo nuestro, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica*, 2009 (1ère édition 1983), pp.24-25.

Des crises de balances des paiements de type « *stop and go* » ont, en effet, miné les économies latinoaméricaines durant toute la phase d'industrialisation par substitution de 1930 à 1975. Ces crises procédaient de la contradiction entre un taux de change nominal surévalué permettant les politiques budgétaires expansives nécessaires à l'industrialisation et la structure des exportations. Durant les phases d'expansion (les moments « *go* ») marquées par une amélioration des cours des matières premières, les politiques de soutien public à la formation de capital fixe et à la consommation creusaient les déficits. Ces derniers étaient financés par l'accumulation des réserves de change.

Dans ces périodes, le coup de fouet impulsé à l'économie conduisait à des poussées inflationnistes. La phase « *stop* » correspondait *in fine* à la détérioration du cours des matières premières. Une politique de réduction des déficits et de dévaluation était alors mise en œuvre pour rééquilibrer les comptes et juguler l'inflation<sup>8</sup>.

Dans ce schéma, les matières premières permettent d'acquérir les devises et, partant, les biens d'équipement nécessaires à l'industrialisation. La dégradation des termes de l'échange, analysée par Prebisch et la CEPAL, va exercer une pression négative sur le pouvoir d'achat des économies locales en raison de vagues successives de dévaluations<sup>9</sup>. Cette tendance sera préjudiciable au processus d'industrialisation lourde. Il va de soi qu'un cadre macroéconomique à ce point instable ne pouvait que saper l'efficacité et la crédibilité des pouvoirs publics.

#### *Contrastes avec l'expérience cubaine*

De surcroît, les fortes inégalités socioéconomiques en Amérique latine ont mis à mal les stratégies d'industrialisation dès la fin des années 1960. A cette époque, les revenus des 30 ou 40% les plus aisés se sont avérés insuffisants pour rentabiliser les investissements nécessaires à une production industrielle de masse, ce d'autant que la capacité de production des pays industrialisés augmentait<sup>10</sup>.

Pour contourner la contrainte extérieure, les gouvernements latinoaméricains ont, dans les années 1960 et 70, recouru à l'endettement extérieur en devises. Dans les années 1980, les problèmes récurrents de balances des paiements se sont transformés en des crises plus profondes de solvabilité des Etats. Austérité oblige, le développement industriel a été sacrifié au cours des années 1990 à l'occasion des plans d'ajustement structurels « négociés » avec le FMI pour rembourser la dette.

La remontée de mouvements populistes forts, au cours des années 2000, n'a, en fin de compte, pas annulé la dépendance à la rente des matières premières. Au contraire, le cours de

---

<sup>8</sup> M. Diamand, *La Estructura Productiva Desequilibrada Argentina y el Tipo de Cambio* in *Desarrollo Económico*, Vol.12 n° 45., 1972.

<sup>9</sup> M. Lutz, *A General Test of the Prebisch–Singer Hypothesis* in *Review of Development Economics*, vol.3./1, 1999, pp. 44-57.

<sup>10</sup> P. Salama, *Le défi des inégalités: Amérique latine/Asie : une comparaison économique*, Paris, La Découverte, p.2006, p.17.

ces dernières va connaître une progression importante en raison de la croissance en Chine. Il s'en est suivi une reprimarisation des économies locales. Notons toutefois, avec Salama, que « l'Argentine a connu une industrialisation soutenue et une croissance élevée depuis 2003. Cependant, le taux d'investissement a augmenté insuffisamment »<sup>11</sup> pour compenser la désindustrialisation des années 1990. Ce processus s'est arrêté en 2011<sup>12</sup>.

Comment expliquer, dans ce contexte, somme toute, peu porteur, le maintien d'une expérience socialiste à Cuba? Deux facteurs sont à pointer. En l'occurrence, une politique industrielle cohérente ainsi qu'une réforme agraire aboutie. La nationalisation des grands domaines agroexportateurs va jouer un rôle fondamental dans la capacité du castrisme à opérer des réformes sociales, ce dont témoignent les indéniables succès de Cuba en matière d'éducation et de santé publiques. Cuba a également mené une politique d'industrialisation aboutie après son rapprochement avec l'URSS et son entrée au sein du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) en 1972.

« Cette dynamique d'intégration fournissait à Cuba les conditions qui rendaient possible l'objectif d'industrialiser le pays (...). La nature des relations établies au sein du CAEM modifiait (...) favorablement le rapport entretenu avec l'économie mondiale. Cuba voyait ainsi ses marchés élargis et stabilisés pour ses exportations traditionnelles (sucre, nickel) et nouvelles (électronique, machines). En plus de l'essor des volumes, les termes de l'échange s'amélioraient du fait de prix garantis (...) par l'URSS supérieurs à ceux du marché mondial »<sup>13</sup>.

Après le démantèlement du CAEM (1991), Cuba a redéfini son modèle de développement. Les plans du gouvernement ont davantage mis l'accent sur l'ouverture aux investisseurs étrangers et au tourisme. Cuba découvrait, au passage, la contrainte extérieure, c'est-à-dire la nécessité de se procurer des devises avec les moyens du bord.

Ces problèmes sont fort semblables à ceux auxquels sont confrontés les autres pays de la région. Ce constat n'autorise toutefois pas à parler d'un échec des politiques de développement à Cuba.

En effet, « l'une des réussites de la politique industrielle de la révolution fut la constitution d'un complexe pharmaceutique et biotechnologique (...) de renommée mondiale ». <sup>14</sup> Le blocus imposé par les Etats-Unis à l'économie cubaine constitue, dès lors, une contrainte sur les débouchés fort dommageable pour le développement économique de l'île.

Cette donnée est, inutile de le préciser, d'ordre strictement (géo)politique. Elle nous renvoie à l'histoire coloniale de l'île.

---

<sup>11</sup> P. Salama, *Problèmes d'Amérique latine*, n°82, automne 2011, p.13.

<sup>12</sup> P. Salama, *Les économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, 2013, p.68.

<sup>13</sup> R. Herrera, *Quelques réflexions sur l'économie cubaine* in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, 2006, p.211.

<sup>14</sup> R. Herrera, *op.cit.*, p.217.

***Décolonisation et castrisme.*** En 1958, Castro déclare: «Je n'ai jamais été et ne suis pas communiste»<sup>15</sup>. Il s'inscrit alors dans les pas de José Martí, héros de la guerre d'indépendance (1895-1898). Au terme de celle-ci, les Etats-Unis ont remplacé l'Espagne dans l'île. Une indépendance strictement formelle est octroyée en 1902. Initialement, le projet castriste vise à affirmer la souveraineté de l'île. L'attitude arrogante de Washington conduit Cuba à s'allier à l'URSS. Le castrisme constitue donc un mouvement de libération nationale qui, face à la pression états-unienne, s'est orienté vers le socialisme. Cuba deviendra la tête de pont de l'URSS en Amérique latine, ce qui conduira le pays à soutenir les sandinistes nicaraguayens. L'expérience sandiniste (1979-1990) s'inspirait du modèle cubain mais a tourné court en raison de la virulence de l'opposition armée financée par les Etats-Unis.

---

<sup>15</sup> C. Franqui, *Journal de la révolution cubaine*, Paris, Le Seuil, 1976.